

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 22 / 20 AVRIL 1972 / PRIX : 0,50 F / CCP FRONT ROUGE 204-51 LYON / BP 47 LYON-PREFECTURE

ABSTENTION REVOLUTIONNAIRE

Ainsi ce 23 avril Pompidou nous impose un référendum soi-disant pour rejeter ou approuver l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun. Que les impérialistes français souhaitent s'allier à l'impérialisme britannique pour mieux exploiter les prolétariats français et anglais, pour mieux exploiter les peuples de leurs colonies d'Afrique est certainement exact. Mais que le peuple français puisse changer quelque chose par un oui ou un non à un référendum, voilà qui constitue une duperie à l'égard des masses. Les gouvernements français, anglais et allemands ont déjà réglé toute l'affaire entre eux. Ce n'est donc pas ce qui est en jeu. Le 23 avril Pompidou a suffisamment préparé son coup pour avoir aussi préparé le résultat.

Que Pompidou espère tirer profit des désaccords P.S.P."C". intervenus à l'occasion de ce référendum est aussi parfaitement exact. Mais les masses ne sont pas concernées par ces querelles de partis bourgeois : le oui de Pompidou, le non de Marchais, et le "refus de vote motivé" de Mitterand ont ceci de commun : duper les masses et leur faire croire qu'un référendum pourrait leur donner un pouvoir quelconque. Aucun de ces partis P.S.-P."C". n'a remis en cause la manipulation que représentent les élections, mieux, Mitterand effrayé par le mot d'ordre d'abstention a créé pour la circonstance un nouveau mot d'ordre "refus de vote motivé".

En fait la préoccupation essentielle de Pompidou et du gouvernement est d'essayer de distraire les ouvriers, les masses exploitées de leurs préoccupations, des luttes qu'elles engagent sur leurs conditions de vie et de travail pour les attirer sur des problèmes où elles auront des difficultés à s'orienter et à voir la duperie. La bourgeoisie déploie tous ses efforts pour faire tomber les ouvriers dans cette machination.

Pour atteindre ce but, un intense matraquage par la radio, la télé, les journaux s'abat chaque jour sur les exploités : chaque jour, c'est un nouveau groupeuscule de la majorité gouvernementale qui annonce qu'il va voter oui ; une autre fois, c'est un comité d'acteurs et de sportifs qui votent oui et qui, chacun, tiennent à justifier individuellement leur vote à la radio, bien sûr. Le lendemain, un comité de non leur répond. Chaque soir, des débats opposent les champions du oui aux champions du non. En cela, ils sont fidèlement appuyés par les politiciens du P."C".F. qui acceptent tous les débats, vont y parader, parfois en organisent

eux-mêmes et naturellement sur les thèmes choisis par la bourgeoisie : l'intérêt national, c'est-à-dire en clair, l'intérêt des capitalistes français ; et bien entendu, dans ce débat, l'exploitation des travailleurs est passée au second plan. Evidemment aucun de ces vastes moyens de propagande ne sont consentis aux marxistes léninistes.

Mais cela est encore insuffisant pour le gouvernement qui a envoyé son plus haut représentant, Pompidou en personne, mener la propagande électorale en Lorraine. Il s'agissait pour la bourgeoisie de s'assurer que sa machination était efficace, qu'elle détournait effectivement la colère des ouvriers. En cela, la Lorraine constituait un bon test puisque c'est là que la bourgeoisie a organisé les 12000 licenciements de Wendel-Sidélor, c'est là qu'elle a envoyé pour réprimer les révoltes de la classe ouvrière, son préfet de choc : Pontal, artisan de la répression sanglante contre les ouvriers de la Saviem à Caen au début 68. Pendant tout son voyage, tout en appelant à voter oui Pompidou a affirmé aux sidérurgistes de Wendel-Sidélor aux mineurs, de Faulquemont, qui bientôt vont se retrouver sans travail, qu'il ne s'agissait nullement d'une crise du capitalisme, mais d'une "transition de l'industrie Lorraine". Une transition qui pourtant dure depuis longtemps et qui ne fait qu'accroître les coups portés aux travailleurs, une transition qui, pourtant, n'est pas limitée à la Lorraine puisque le chômage se développe dans bien d'autres régions de France, bref une transition qui est bel et bien un des signes de la faillite de l'impérialisme.

Mais Pompidou pouvait en toute impunité, débiter ses mensonges, ses promesses, et son mépris de la classe ouvrière, car les leaders de la C.G.T. et du P."C".F. avaient organisé sa réception : pas de manifestation le jour de sa venue, ou des manifestations hors de son trajet. Par exemple, pendant que la C.G.T. organisait un meeting à Villerupt, (ville qui abrite les travailleurs de l'usine Wendel-Sidélor de Michéville, laquelle doit totalement fermer ses portes), le maire P."C".F. de Villerupt filait à Longwy à quelques kilomètres de là pour écouter dans le calme le discours de Pompidou. On comprend qu'avec un tel comité d'accueil, Pompidou ait eu son voyage facilité.

Pourtant, un tel voyage ne lui aura pas ôté ses inquiétudes sur les abstentions. Ni la foule clairsemée qui l'a accueilli, ni la haine que par endroits, malgré les sabotages de la C.G.T., les travailleurs sont arrivés à lui

(suite page 3)



le criminel de guerre Nixon bombarde Haïphong

mais rien n'arrête l'offensive populaire

16 avril 12 H. L'aviation US vient de bombarder Haïphong et les faubourgs de Hanoï. C'est un échelon dans la guerre que même Johnson n'avait pas franchi. En donnant personnellement cet ordre, Nixon vient d'avouer l'échec de sa politique en Indochine. Depuis 4 ans, il ne parle que de désengagement américain, alors qu'il ne fait qu'intensifier la guerre et qu'il vient de franchir un nouveau pas dans l'escalade.

C'est l'aveu des défaites cuisantes que subissent dans tout le sud du Vietnam les troupes fantoches de la clique US-THIEU, la réussite de la campagne d'annéantissement des forces fantoches lancée par les forces Armées populaires de libération du Sud Vietnam. Sur le front nord, les forces populaires encerclent la base Bastogne, dernier verrou avant Hué. Sur les plateaux du centre, la base Charlie vient d'être prise par les FAPL. Au nord-ouest de Saïgon, les FAPL viennent de libérer la ville de An Loc et ne sont plus qu'à 60 km de Saïgon. Dans la banlieue même de Saïgon, l'aéroport a été bombardé, il en est

de même de la plupart des bases US, comme Da Nang d'où décolle une partie des bombardiers américains. Ce sont là d'éclatantes victoires remportées, dans une étroite coordination, par les troupes régulières, les forces régionales et les guerilleros des FAPL.

C'est l'aveu de l'échec de la "pacification". Dans tout le sud Vietnam, les FAPL étendent considérablement les zones libérées, au nord, comme vers la frontière cambodgienne sur les plateaux et dans le delta. En étroite coordination avec la population, les FAPL libèrent les "hameaux stratégiques", c'est-à-dire les camps de concentration où Thieu enferme les populations déplacées. C'est pour les enfermer dans de tels camps que les fantoches ont chassé de chez eux les villageois de Quang Tri, au début de l'offensive, afin de supprimer le soutien que la population apporte aux FAPL... Dans toutes ces zones récemment libérées, la population met en place les bases du Vietnam de demain.

C'est l'aveu que Nixon et ses valets sont en position de vain-

cus, qu'ils n'ont plus aucune initiative dans les combats. Dans tout le sud Vietnam, la population se soulève pour écraser la domination de la clique Us-Thieu et saisir le pouvoir. La population des villes du sud se soulève de plus en plus nombreuse contre le régime fantoche, les soldats désertent, les fonctionnaires quittent leur poste, les étudiants s'opposent à la mobilisation. Au nord, la population est depuis longtemps prête à un bombardement y compris de Hanoï : elle saura répondre à l'intensification de la guerre et imposer de lourdes pertes à l'aviation US.

C'est sur ces mots que se termine l'ordre de combat lancé le 11 avril par le commandement des FAPL :

"Le moment est venu d'accomplir des exploits !

Que tous les officiers et combattants sur tous les champs de bataille avancent sur la lancée victorieuse pour l'indépendance et la liberté de la patrie !

Nous remporterons la victoire totale ! "

accidents du travail et maladies professionnelles les ouvriers paient de leur vie et de leur santé les profits du capital



Dans le bâtiment, 3 assassinats par jour...

En lançant sa dernière mystification électorale, lors de sa conférence de presse, Pompidou a ouvertement provoqué les prolétaires : leur pouvoir d'achat est en hausse de 50 %, le chômage n'est qu'une préoccupation passagère, la maladie et la fatigue dues aux conditions de vie et de travail ne sont qu'un souci marginal ! Voilà comment le capitaliste Pompidou voit la vie des prolétaires. S'appuyant sur un certain nombre de statistiques de la bourgeoisie elle-même, Front Rouge a démonté le grossier mensonge de Pompidou sur le pouvoir d'achat (FR n° 19), sur le chômage (FR n° 20 et 21) et aujourd'hui, il parle de ces soucis marginaux "que constituent les conditions de travail faites au prolétariat. Dénoncer cette paupérisation qui frappe le prolétariat ne peut évidemment se résumer à ce travail sommaire ; sur chacun de ces points, ce sont les prolétaires eux-mêmes qui doivent écrire à Front Rouge pour dénoncer ces mensonges, pour décrire les luttes qu'engagent les ouvriers, dans leur région, contre cette exploitation.

La course au profit maximum pousse le capital à exploiter toujours plus la classe ouvrière, à détériorer ses conditions de vie et de travail. Pour obtenir le maximum de profit, le capital intensifie le travail, accélère les cadences, impose et généralise le travail en équipe (3 ou 4 x 8). Le capital veut faire produire le maximum dans un minimum de temps ; pour cela, il supprime les temps morts, les gestes "inutiles" à la production. Le travail devient plus dangereux ; les mesures élémentaires de sécurité sont pratiquement inexistantes : c'est la production qui prime.

LE CAPITAL VIT DU SANG DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Les Caisses d'Assurance Maladie du régime général (sans la S.N.C.F. ni l'E.D.F. qui sont comptabilisées dans des régimes spéciaux) versaient le 30 octobre 711.555.971 rentes d'incapacité permanente pour des accidents survenus depuis le 1^{er} janvier 1947, plus 6.083 rentes antérieures à cette date.

En 25 ans, le capital a donc estropié au moins un million et demi de travailleurs sans compter les travailleurs qui sont morts au travail (voir plus bas), sans compter ceux qui sont morts depuis leur accident de travail, sans laisser "d'ayant droit". Rien que pour 1969, c'est 142.930

nouvelles rentes d'incapacité permanente qui ont été versées. Le capital ne se contente pas d'estropier des ouvriers, il cherche à dissimuler cette tare ; il s'arrange pour ne déboursier que le minimum et faire payer la classe ouvrière en accroissant sans cesse les cotisations de sécurité sociale. La sécurité sociale utilise tous les artifices dont elle dispose dans une foule de décrets, de lois anti-ouvrières pour rejeter les responsabilités des accidents sur le dos des travailleurs. Par exemple, un travailleur immigré du bâtiment qui avait fait une chute de 15 m a été accusé par les docteurs d'être en état d'ivresse au moment de l'accident (ce qui, aux dires de tous ses camarades de travail, est rigoureusement impossible : étant musulman, il ne touchait jamais une goutte d'alcool). Dans une autre boîte, un contremaître a prétendu qu'un ouvrier qui venait d'être accidenté et que le patron ne déclarait pas à la sécurité sociale, ne faisait pas partie de l'effectif, en disant que c'était simplement un gars qui venait sur le chantier pour se faire embaucher. Les sbires du capital ne reculent devant aucun procédé pour blanchir leurs maîtres.

Mais, lorsque ces mêmes maîtres ne peuvent s'esquiver, ils cherchent par tous les moyens à ne payer que le minimum. Par exemple, un ouvrier

immigré passe une expertise, son taux d'incapacité est fixé à 65,51 % alors qu'à 66 % (2/3), il aurait eu le droit à la sécurité sociale pour lui et sa famille. Avec ses 65,51 %, il devra pointer au chômage et ne refuser aucun des travaux qu'on lui proposera sous peine de perdre le droit à la sécurité sociale pour lui et sa famille. Fin 70, un ouvrier des usines Chausson a un accident de trajet. Il est resté 3 semaines dans le coma, il ne s'est pas remis totalement (perte de mémoire, état de faiblesse) : son médecin traitant vient de le renvoyer travailler.

Le nombre des victimes du capital ne cesse de croître, et cette progression s'est accentuée depuis 68, depuis que le capital a franchi un nouveau degré dans l'exploitation de la classe ouvrière pour récupérer les augmentations de salaire qu'elle lui a imposées.

D'après les données fournies par la caisse nationale d'assurance maladie, en 68, 4200 travailleurs sont morts d'accident de travail ou de maladie professionnelle ; en 69 4700 ; en 70 4700 ; en 71, si on tient compte de la moyenne mensuelle calculée sur 10 mois (jusqu'en octobre) on trouve pour toute l'année 4920.

Si la Caisse Nationale d'Assurance Maladie ne peut dissimuler cette réalité, ainsi que l'augmentation du chiffre des accidents mortels, elle ar-

rive par contre à montrer que le nombre global d'accidents est stable, plutôt en diminution. En 68, 2.429.000 accidents déclarés, en 69 : 2.283.000, en 70 : 2.299.000, en 71 : au mois d'octobre 1.892.000, ce qui donnerait 2.270.000 pour l'année complète, soit plus de 6000 par journée de travail. La première conclusion que l'on pourrait en tirer, c'est que les accidents sont moins nombreux mais plus graves.

Mais ce n'est pas voir que la bourgeoisie peut plus facilement dissimuler des accidents "légers" que les assassinats qu'elle commet quotidiennement.

La Caisse d'assurance ne comptabilise que les accidents déclarés par les employeurs, ceux pour lesquels les ouvriers peuvent recevoir un minimum de soin. Or le capital empêche de plus en plus les ouvriers de recevoir ces premiers soins. Les autorisations délivrées par la maîtrise pour aller à l'infirmerie sont chaque jour plus difficiles à obtenir. Les ouvriers rivaux à leur chaîne, ne peuvent se déplacer faute de personnel remplaçant : c'est autant d'économie réalisée par la bourgeoisie. Dans de nombreux cas, les travailleurs ne peuvent s'offrir le luxe d'aller à l'infirmerie car les primes, les bonis sautent. Les chiens de garde du capital sont omniprésents, ils veillent soigneusement, ils n'hésitent pas à donner des sanctions aux gars qui se font trop souvent soigner. Dans une usine, un ouvrier a eu un avertissement parce qu'il allait trop souvent à l'infirmerie pour ses yeux (il travaillait avec une meule et l'usine ne fournissait pas de lunettes).

Dans de nombreuses petites boîtes, n'existe pas d'infirmerie et à plus forte raison de registre, les ouvriers se soignent tant bien que mal sur le tas.

La bourgeoisie utilise tout ce qu'elle peut pour cacher son visage hideux et sa nature sanguinaire.

LA SECURITE DANS LES USINES, UNE GROSSIERE SUPERCHERIE.

Les capitalistes nous abreuvant d'explications suivant lesquelles aujourd'hui, le travail en usine ne présente pas de danger, ou tout au moins qu'il est moins dangereux qu'il y a quelques dizaines d'années. Le paragraphe précédent montre clairement que c'est faux. Recherche du profit maximum et bonnes conditions de travail sont inconciliables, intensi-

fication et sécurité ne peuvent aller ensemble. Qu'est donc la prétendue sécurité dans les boîtes ? des règlements, des dispositifs que les ouvriers ne peuvent appliquer sans couler la production, ce qui signifie la porte ; des systèmes de sécurité à moindre coût et qui rendent encore plus graves les accidents. Par exemple, à la Compagnie des Compteurs, dans l'atelier des presses, les gars ont les mains attachées à des câbles qui leur tirent les bras en arrière lorsque la presse descend. Pour faire la production, les gars desserrent les bracelets qui alors ne servent plus à rien. Un ouvrier a ainsi eu les doigts écrasés, le câble lui a de plus arraché les nerfs et les ligaments du bras. Et c'est l'ouvrier qui a été déclaré responsable de l'accident, ses bracelets étant desserrés. Le directeur de la boîte joue sur du velours, c'est lui qui est président du Comité hygiène et sécurité (ce qui est une règle quasi-générale).

LES MALADIES PROFESSIONNELLES : UN AUTRE FLEAU DU CAPITAL

Plus encore que sur les accidents de travail, la bourgeoisie organise un black-out total sur cette question. C'est la lutte de la classe ouvrière qui permet seule, de voir l'ampleur et la gravité des maladies professionnelles. C'est la grève des ouvriers de la Penarroya qui a montré la gravité, le danger des maladies du plomb : le saturnisme. En fait les bagnes capitalistes identiques à la Penarroya sont nombreux.

Ainsi, pour tenir les cadences d'usage, le refroidissement des outils de coupe doit être efficace. Les capitalistes cherchent avant tout à avoir des huiles possédant un pouvoir refroidissant maximum ; mais ces huiles-là sont très dangereuses pour les ouvriers qui s'en servent car elles provoquent des dermatoses (maladies de peau). Cette question avait eu une grosse importance dans le déclenchement des grèves chez Berliet début 71 (en particulier à l'atelier d'usinage).

Le capitalisme ne peut améliorer de lui-même les conditions de travail de la classe ouvrière ; sa nature profonde est de les détériorer sans cesse davantage. Seules les luttes de la classe ouvrière peuvent l'obliger à des reculs, à des concessions momentanées.

SECURITE DANS LES MINES

Depuis peu les mines emploient un nouvel explosif pour l'abattage du minerai. C'est un nouvel explosif qui se développe à l'échelle mondiale : le nitrofuel.

Auparavant la tonne de minerai avait un prix de revient de l'ordre de 10 F. Sur ce prix il y avait 1 F d'explosifs (dynamite). Ce nouvel explosif permet une économie de 1/3, c'est-à-dire que pour une tonne de minerai il ne faut plus que 0,65 F d'explosifs (nitrofuel). Cet explosif a un gros inconvénient : il dégage une quantité importante de gaz nitreux très toxiques. Les anciens dégageaient surtout de l'oxyde de carbone CO moins dangereux. En effet quelqu'un qui s'intoxique avec du CO en ressent les effets immédiatement et s'éloigne de lui-même du danger. Quelqu'un

qui s'intoxique avec du nitrofuel n'en ressent pas les effets immédiatement et donc ne se méfie pas, en absorbe une quantité importante, tombe malade 12 h ou 24 h après, et meurt étouffé.

Ceci pose de très importants problèmes de ventilation qui n'existaient pas avant dans les mines de charbon : arrivée de l'air frais, mais aussi évacuation de l'air usé sans qu'il passe sur de nouveaux champs de travail.

Les galeries sont donc cloisonnées et des installations de ventilation indépendantes sont installées.

A noter qu'il n'y a pas eu à l'heure actuelle d'intoxiqués en Europe, mais aux U.S.A. il y a déjà eu 2 morts.

Ces faits sont connus en particulier des syndicats dans les mines de fer.

(De notre correspondant Monbéliard)

La CEDIS : 4^e entreprise alimentaire française, 11^e société commerciale. Les travailleurs de ses magasins Mammouth et SUMA et de ses dépôts à Besançon ont fait grève du 9 au 22 mars.

Qui sont ces travailleurs ? Ils font partie de ces couches dans le secteur distribution dont l'appartenance au prolétariat pose des questions. Mais une chose est sûre. Leurs conditions de travail pénibles se dégradent sans arrêt.

L'horaire moyen : dans les entrepôts, 43 h 1/4 avec de nombreuses heures supplémentaires, 45 h. dans les magasins. Dans les entrepôts, le travail est particulièrement dur : travail sur le quai, chambres froides, manutentions de brasserie... Pour les chauffeurs et les livreurs, le travail est essentiellement de nuit. Les travailleurs subissent l'augmentation constante de la productivité : le tonnage augmente (7 à 10 % par an) et le personnel diminue (5 % de 67 à 68). Dans l'organisation du travail, tout est fait pour diviser. S'il y a un retard dans la préparation de la marchandise, le manutentionnaire et le cariste sont débordés, s'emportent facilement contre leurs camarades de service, sont obligés de s'imposer une cadence de plus en plus dure pour apporter la marchandise. Le chauffeur, lui, doit faire son parcours plus vite et rentrer à des heures impossibles chez lui.

Les salaires versés sont bien en dessous de la valeur de la force de travail. Les manutentionnaires, les caristes, les vendeuses, les caissières reçoivent un salaire moyen de 750 à 850 F. par mois. Dans certains entrepôts (rue des Docks), le patron utilise le système des primes (système de points calculés suivant l'importance de la commande pour le préparateur ou du tonnage pour le manutentionnaire et le cariste) : seul un fixe est assuré, le SMIG ! En plus, ces travailleurs, même s'ils sont employés dans une entreprise commerciale sont victimes des mêmes manifestations

mammouth à besançon les 1000 f. nets pour tous !

de la paupérisation que les ouvriers d'usine : baisse du pouvoir d'achat, intensification du travail, chômage. Certains de ces employés comme les vendeuses, les caristes qui sont aujourd'hui dans ces magasins ont déjà travaillé dans des usines et peuvent y retourner demain.

La grève. Elle est déclenchée le 9 mars à l'entrepôt de Villers-les-Pots par la CFDT et la CNSF (Confédération des salariés de France). Quelques jours après, les entrepôts de Besançon, la majorité du personnel de Mammouth et de quelques SUMA se mettent à leur tour en grève. Ils veulent : les 1.000 F nets, le 13^e mois pour l'ensemble du personnel ; un salaire forfaitaire de 1.500 F par mois pour les chauffeurs.

La grève est dure. Les grévistes installent des piquets. Ils discutent avec les clients pour expliquer la justesse de leur grève. Pour la première fois à Besançon, les flics municipaux sont présents 24 h. sur 24 h. Des C.R.S. sont appelés en renfort. Pour la première fois aussi, les cadres sont organisés en groupe anti-grévistes bien coordonnés (talkies-walkies) pour provoquer constamment les travailleurs. Ils se placent devant les piquets de grève pour faire entrer les clients, pour empêcher toute discussion entre les grévistes et les clients. Ils branchent des lances à incendie contre les piquets. Ces attaques se renforcent le samedi 18 mars, les cadres ayant le soutien actif des flics. Lundi 20 : manifestation importante. Mardi 21, Mathey, le patron accepte une négociation : il ne cède rien. Il refuse de s'engager à ne pas sanctionner les grévistes : "Nous ne voulons pas faire de répression, mais nous prendrons sans doute des sanctions individuelles." (!)

Un vote est organisé pour la reprise : 81 pour, 81 contre. D'un côté, les chauffeurs pour la reprise, tous les autres pour la continuation avec occupation. Le travail reprend le 22 mars. La combativité des grévistes était grande, le soutien important. Mais il a manqué une direction conséquente de la grève.

Attitude des syndicats.

- F.O. et Damotte (ancien lieutenant de gendarmerie) permanent C.N.S.F. défendent les 1.000 F. nets devant les travailleurs mais en réalité, s'efforcent de mettre sur pied une grille hiérarchique.

- la C.F.D.T. avance des mots d'ordre défensifs. Exemple : "Mathey écrase les travailleurs".

Attitude du P.C.F. Extrait du Travailleur Bisontin, supplément n° 84 "A Besançon, un nouveau conflit vient d'éclater. Très franchement nous dirons aux travailleurs de la CEDIS que nous sommes solidaires du combat qu'ils ont engagé contre le trust qui les emploie. Mais avec la même franchise nous leur disons que la forme de lutte mise en place samedi devant le Mammouth devrait être revue. Elle est dangereuse ! L'heure est à l'union de toutes les couches populaires et le moins qu'on puisse dire, c'est que de telles méthodes vont à l'inverse de ce but auquel tout travailleur conscient doit tendre, elles ne peuvent au contraire que servir les intérêts du grand patronat et de "son" gouvernement qui se réjouissent lorsqu'ils voient les travailleurs se battre entre eux."

Voilà ce que pensent les révisionnistes des provocations des cadres !

Les grévistes ont reçu le soutien

des marxistes-léninistes de Front Rouge qui ont mis en avant et soutenu les revendications justes des ouvriers : "Les 1.000 nets", ou opposé au mot d'ordre de la C.F.D.T. le mot d'ordre "les travailleurs écraseront Mathey" et qui ont organisé la solidarité financière.

Correspondant Besançon



Les travailleurs écraseront Mammouth.

abonnez-vous à front rouge

	France		Etranger	
Pli normal	1 an 6 mois	20 F 10 F	1 an 6 mois	40 F 20 F
Pli fermé	1 an 6 mois	70 F 35 F	1 an 6 mois	100 F 50 F

paris à nantes

échec aux commandos antigreve

UN BAGNE
AUX DIMENSIONS
DE L'ENTREPRISE FAMILIALE

340 ouvriers dans les ateliers, 120 sur les chantiers qui, eux, bénéficient de salaires avantageux et ne font pas la grève, 260 cadres, agents de maîtrise, et employés de bureau. Beaucoup de cadres et d'agents de maîtrise ont commencé au bas de l'échelle et leur promotion progressive leur a donné "l'esprit maison". L'usine est peu modernisée. Parmi les ouvriers d'atelier il faut noter une large majorité d'OS. La proportion d'OP (1 OP pour 10 OS) est bien supérieure à celle de la moyenne de la métallurgie nantaise. De la même façon les salaires y sont les plus bas. En fait le salaire d'un O.S. tourne autour de 85 000 AF. Le travail y est particulièrement pénible à cause du froid et du chaud d'une part, et à cause du poids de la maîtrise, qui, s'il n'y a pas de prime de rendement, s'y entend pour intensifier le travail à coup d'engueulades. Ce n'est pas d'aujourd'hui que date l'opposition entre les cadres et les ouvriers.

Le passé combattif de la boîte est assez important. En 68, ils furent les derniers à reprendre. Plusieurs grèves dures ont été menées contre Paris. Cela ne surprend personne que ce soit justement cette boîte qui soit le théâtre du conflit le plus dur de la région depuis longtemps.

Le patronat a aussi la réputation d'être dur (très faible augmentation des salaires en 68) et il est particulièrement haï par les ouvriers et les paysans de la région : Paris possède un château sur les bords de l'Erdre (rivière qui traverse Nantes) dont il interdit les rives sous prétexte qu'elles sont aussi sa propriété. Paris est aussi un propriétaire foncier bien connu qui exploite de nombreux fermiers.

La revendication des ouvriers, celle qui le 28 février les mobilisait déjà depuis 3 semaines dans des débrayages tournants, c'est une augmentation uniforme de 64 F.

ATTITUDE DE LA BOURGEOISIE

Elle est nettement dure : lock out en riposte aux grèves tournantes, licenciements en riposte à l'occupation et jusqu'à la fin, chantage à la fermeture.

Le comité de "défense de la liberté du travail" qu'elle impulse dès les premiers moments de l'occupation est numériquement important : 200 membres dont 130 employés de bureau sur 160. Ses membres sont organisés en commandos qui agressent les ouvriers, vont menacer leurs femmes jusque chez elles. Ils entraînent une quinzaine d'ouvriers jaunes avec eux.

Le rôle de ce comité est de prendre en main le fonctionnement de l'usine : — en faisant sortir de la tôle par des camions pour la faire travailler par les sous-traitants. Ce à quoi les ouvriers se sont opposés. — en créant un service de cars qui ramassent les jaunes à distance afin que ceux-ci puissent entrer dans l'usine sans rencontrer les grévistes.

Son rôle est aussi d'organiser une propagande systématique contre la grève, en vue d'empêcher tout mouvement de solidarité (comme les révisos) : les membres du comité essaient de se faire passer pour des ouvriers et la presse locale leur ouvre complaisamment ses colonnes. Il ne s'agit pas seulement d'intimider les grévistes par les agressions à main armée, mais aussi de les isoler. Sur ce plan, les efforts du comité fasciste ont été vains et ont plutôt contribué à resserrer les rangs des ouvriers de Paris et de Nantes.

Mais ce comité ne sert pas seulement à tenter d'affaiblir le mouvement, il sert aussi à attirer sur lui la

répression des flics de l'Etat bourgeois. On se trouve dans une situation particulière où le préfet, qui voit l'intérêt de l'ensemble des capitalistes et non de tel outil, hésite encore à lancer ses CRS sur les ouvriers de Paris. Le comité de défense est là pour réduire cette contradiction, secondaire bien sûr, entre le préfet et Paris. Il organise la séquestration des délégués syndicaux à l'inspection du travail et ne cède qu'à condition d'obtenir en échange une intervention des flics sur l'usine. Il l'obtient en effet.

On assiste enfin à un partage du travail dans le camp de la bourgeoisie, qui est là pour désorienter les ouvriers : le comité de défense est le bouc émissaire :

— pour les ouvriers, si les flics sont venus c'est de sa faute (sans voir qu'un jour les flics n'attendent pas le chantage d'un groupe de chefs pour intervenir, parce que cette fois l'intérêt de l'ensemble de la bourgeoisie nécessitera le passage à une répression armée systématique.)

— si les 2 ouvriers "maoïstes" sont licenciés, c'est de sa faute.

Dans la situation concrète d'aujourd'hui, l'organisation de tels comités, même si elle n'intimide pas les ouvriers, semble une arme efficace de la bourgeoisie là où les révisionnistes n'arrivent pas à empêcher le déclenchement des révoltes et où elle n'est pas sûre qu'ils réussiront à les arrêter rapidement.

LES SYNDICATS

Pourtant les syndicats, chez Paris, sont bien implantés, surtout la CGT. La CGT, fait particulier, ne dépend pas du P.C.F., mais elle est dirigée par un gars du PS. Elle n'en défend pas moins des positions révisionnistes, mais a un certain nombre de contradictions avec l'UL et l'UD. Ces contradictions très vives au début de la grève s'estompent au fur et à mesure.

L'UL CGT : Dès le début elle réprime le mouvement.

— condamnant les revendications d'augmentation uniforme, elle interdit aux ouvriers de Paris de distribuer les tracts sur les revendications non hiérarchisées.

— elle s'oppose aux tracts intersyndicaux de l'usine qui soutiennent la révolte ouvrière.

— elle empêche par la force le développement de la solidarité dans la métallurgie Nantaise, en s'opposant aux collectes devant les portes des usines.

— elle n'accepte d'organiser que des débrayages symboliques d'1/2 heure ou d'1 heure, les 15 et 28 mars.

— elle refuse de participer aux manifestations de soutien, en particulier celle du 17 mars après l'expulsion par les flics des ouvriers de l'usine.

L'UL CFTD : elle n'est pas en reste. Elle essaie d'attirer la méfiance sur les intellectuels du comité de soutien, dans le but de déconsidérer le comité tout entier.

LA SECTION CGT :

Dès le début elle est double.

— soutien aux revendications ouvrières d'augmentation uniforme, mais en même temps refus d'abandonner la revendication hiérarchisée. Ce qui donnera un compromis : augmentation de 64 F + 3 % d'augmentation hiérarchisée. Donc il ne faut pas se tromper sur la nature des contradictions entre UL et section. Tout en soutenant les ouvriers, la section se donne dès le début les moyens d'étouffer leurs revendications propres. Et c'est ce qui se passe en effet :

l'augmentation uniforme a fondu tout au long des négociations, pour se transformer en un petit 4 % sur l'année.

— Si la section accepte dans un 1^{er} temps de soutenir la réintégration des ouvriers licenciés, dont 2 "maoïstes" (comme elle l'a déjà fait 1 fois avant la grève), elle demande bien vite aux ouvriers de céder devant ces licenciements.

— Si les sections (CGT comprise) organisent le 17 une manifestation en réponse à l'expulsion malgré le veto de l'UL CGT, elles le font 3 jours après, alors que la colère de la classe ouvrière de Nantes est désamorcée.

Enfin, à partir du 5 avril, commentent les grandes manoeuvres syndicales pour la reprise et la section CGT y participe à part entière. Le 5 et le 7, entrevues des syndicats avec le préfet pour qu'il fasse céder la direction sur les licenciements : le but est de pouvoir organiser la reprise sans affronter trop directement la colère ouvrière. Le 8 avril : 1^{er} meeting au cours duquel les délégués essaient de faire reprendre leurs arguments : la lutte ne repoit pas tout le soutien possible ; la grève a duré longtemps : un jour ou deux de plus ne serviraient à rien. En vain. A ce moment, les délégués n'hésitent plus à

insulter les ouvriers... Ce sont eux enfin qui le 10 avril, enverront à la presse, avant tout meeting, le communiqué de reprise pour briser par avance et cette fois d'un coup net la résistance qu'ils avaient rencontrée 2 jours avant.

LES OUVRIERS EN LUTTE

Les signes de la détermination des ouvriers sont nombreux. Après une série de grèves tournantes, l'occupation est immédiate le 28 février dès la 1^{ère} menace de lock out (1/2 heure après).

La nuit du 14 mars, ils savent que les CRS vont investir l'usine et veulent avertir les ouvriers de la ville des équipes de nuit. Les syndicats empêcheront cela. Les flics s'y prendront à plusieurs fois les ouvriers ne cédant pas aux premières intimidations.

Le soir même l'idée se répand d'une manifestation organisée par les travailleurs eux-mêmes en riposte immédiate, malgré l'opposition syndicale. Cette manifestation n'aura lieu que 2 jours plus tard, et il y aura quand même 1500 participants.

Après l'expulsion, les ouvriers ne laisseront pas les jaunes vaquer tranquilles à leurs provocations. Le 27 ils s'opposent au passage du camion de matériel que Paris essaie de faire sortir. 1^{ère} charge des flics. Les ouvriers se défendent. Ils ne désarment pas et crévent les pneus de tous les camions. 2^{ème} charge des flics. Elle est sauvage. Le lendemain le meeting intersyndical sera suivi, malgré l'ordre de dispersion, d'une manifestation spontanée de 500 ouvriers.



Nantes : usine Paris en arène

édito suite de la p. 1

cracher à la figure (comme les mineurs de Faulquemont par exemple), n'auront contribué à le rassurer. Ce problème des abstentions préoccupe suffisamment Pompidou pour qu'il lui ait consacré une large place dans son discours inaugurant la campagne électorale : il a parlé des mauvais citoyens... de ceux qui cherchent à s'approprier les abstentions des malades et même... des morts.

En fait, ce n'est pas tant la propagande du P.S. que redoute Pompidou car jamais le P.S. n'a parlé d'exprimer son désaccord autrement que par un refus de vote ; mais bien plutôt ceux des abstentionnistes qui auront percé à jour la machination de Pompidou, l'utilisation que fait la bourgeoisie du suffrage universel. Parce que ceux-là risquent de vite comprendre que l'émancipation du prolétariat, la révolution, ne pourra s'accomplir que par les armes, la bourgeoisie cherche à en limiter au maximum leur nombre.

Pour aider à démasquer cette machination, pour dénoncer la complicité des révisionnistes du P.C.F., pour dénoncer l'Europe, cartel de pays impérialistes qu'aspire à diriger Pompidou en personne, les marxistes-léninistes de Front Rouge appellent le prolétariat, tous les exploités à appliquer son mot d'ordre :
**d'ABSTENTION
REVOLUTIONNAIRE.**

spécial de 8 pages à 1 F. Plusieurs articles de ce numéro répondent à la question "que font les marxistes-léninistes aujourd'hui". Profitez du 1^{er} Mai, la journée internationale des prolétaires, pour diffuser massivement FRONT ROUGE, pour faire largement connaître les idées et les actions des marxistes-léninistes.

DES "SUGGESTIONS" POUR RENFORCER L'EXPLOITATION

peugeot - mulhouse

Chez Peugeot c'est une propagande systématique. L'ouvrier est invité à faire des "suggestions", à toujours se poser 2 questions : "A quoi ça sert ?", "Comment améliorer ?". "Les idées simples ça rapporte", dit Peugeot. Tous les ouvriers touchent une prime annuelle de "suggestions". Plus alléchantes sont les primes accordées aux auteurs de "suggestions" : 120 F pour une manivelle articulée, 3820 F pour le remplacement d'une échelle par une perche... plus de 3 mois de salaire, ça vaut le coup, non ?

En fait ça rapporte à qui ? Si Peugeot insiste sur les suggestions simples ce n'est pas pour rien : seul l'ouvrier connaît parfaitement les défauts de sa machine ; de plus ça ne lui coûte rien ou presque ; par contre chaque "suggestion" permet d'intensifier le travail de l'ouvrier en simplifiant ses gestes, d'augmenter la production, de supprimer les temps morts, bref l'ouvrier est invité à renforcer sa propre exploitation en échange de quelques miettes : une "suggestion" qui rapporte 3440 F à son auteur, et permet une augmentation de production de 20 %, c'est au fil des mois

combien de millions dans les poches de Peugeot ?

Mais voici le fin de fin : si la suggestion permet de supprimer un poste de travail, l'auteur touche le salaire de l'ouvrier pendant 1 an, en plus du sien... A Mulhouse, un chef d'équipe propose que le même ouvrier s'occupe des 2 machines : perceuse et meule : il touche 6000 F de prime... Mais Peugeot a plus d'un tour dans son sac : un chef d'équipe "suggère" perfectionnement technique supprimant 5 postes.

Pour ne pas payer la prime, Peugeot prétexte qu'il faut plus de 6 mois pour amortir les nouveaux investissements. C'est ainsi plus de 5000 F qui, chaque mois, vont s'ajouter à une augmentation substantielle de la production.

Eh oui M. Peugeot, il suffisait d'y penser : c'est tellement plus simple que l'ouvrier propose lui-même d'augmenter vos profits... Mais n'ayez pas peur, il n'y a que les chefs et les fayots pour ne pas se demander : les "suggestions"... à qui ça sert ?

Et vous, vous servez à quoi ?

Correspondant Sochaux

michelin - montceau-les-mines

Chez Michelin un ouvrier, travaillant sur un réchauffeur (machine de transformation de la gomme), laisse tomber une clé qui l'encombrait entre deux rouleaux de duralumin (métal fragile) : Les rouleaux se transforment en tôle ondulée et la production est bloquée.

Une nuée de techniciens, chefs de tout grade et autres parasites rappliquent. Après avoir engueulé l'ouvrier, un chef lui demande de faire une suggestion pour savoir où mettre la clé afin qu'elle ne gêne pas.

L'ouvrier répond : "Je vais vous en faire une, moi, de suggestion : vous allez me chercher un des types des bureaux qui n'a rien à foutre et il n'a qu'à me tenir la clé !"

L'ouvrier qui nous racontait ça au casse croûte provoque le rire et l'approbation générale.

Deux enseignements sont à tirer d'un fait aussi courant de la vie d'usine, mais non moins révélateur : — L'attitude de bon nombre d'ouvriers face aux suggestions (moyen de faire participer l'ouvrier au perfectionnement des machines, c.a.d. à l'accroissement de la productivité et à l'intensification du travail contre l'intérêt même des ouvriers).

— L'attitude de la plupart des ouvriers face aux agents de la maîtrise, techniciens, chronomètres... qui pullulent dans les bureaux de l'atelier. Attitude laissant présager du mauvais sort réservé par les O.S. au mot d'ordre du P.C.F... alliance de la classe ouvrière avec les techniciens, ingénieurs... et aux traites qui avancent ce mot d'ordre.

Correspondant Front-Rouge
Montceau-les-Mines

le colis du militant

Pour la somme de 25.F (frais de port compris) FRONT ROUGE offre à ses lecteurs les publications suivantes :

— Le Manifeste du Parti Communiste (K.Marx & F.Engels)
— Salaire, prix, profit (K. Marx)
— L'état et la révolution (Lénine)
— L'impérialisme, stade suprême du Capitalisme (Lénine)
— La maladie infantile du communisme (Lénine)
— Les principes du Léninisme (Staline)

— Citations du Président Mao (petit livre rouge)
— Les 4 essais philosophiques (Mao Tsé Toung)

— Vive la victoire de la dictature du prolétariat (édité par les camarades Chinois en commémoration de la commune de Paris)

— Célébrons le 50^e Anniversaire du Parti Communiste Chinois
— Brève histoire du Parti des Travailleurs du Vietnam.

Brochures éditées par FRONT ROUGE.

1er MAI

Le n° 23 de FRONT ROUGE du Premier mai sera disponible le jeudi 27 avril.

Le Comité de rédaction a décidé à cette occasion de sortir un numéro

L'Europe de pompidou une manœuvre impérialiste franco-britannique contre les peuples d'Afrique

L'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun, ce n'est pas seulement l'union d'une métropole à un groupe de métropoles, c'est aussi l'union d'un impérialisme à un groupe d'impérialismes. L'Europe des capitalistes s'unit pour préserver ses marchés, ses colonies, et éventuellement en gagner de nouveaux. Pompidou a été parfaitement clair à ce sujet : "Je dirai même qu'accueillir un pays qui, comme la France a été une puissance coloniale et qui en a gardé un intérêt particulier pour un certain nombre de pays en voie de développement notamment africains, c'est dire que cette Europe devra avoir vis à vis de ces pays une politique intelligente..."

En effet l'Afrique est une terre disputée.

Avant la 2^e guerre mondiale, les rapports entre les U.S.A. et l'Afrique sont épisodiques. A partir de la 2^e guerre mondiale, les U.S.A. prennent pied plus solidement : de 40 à 45, les investissements privés augmentent de 50 %, les exportations de 600 %.

1957 : le voyage de Nixon, alors vice-président, en Afrique constitue le signe d'un nouveau tournant : 2 ans après Bandoung ; la guerre d'Algérie s'intensifie ; la lutte armée de l'U.P.C. au Cameroun progresse ; la Côte de l'or accède la première à l'indépendance parmi les colonies d'Afrique noire, sous le nom de Ghana ; les peuples de plusieurs pays posent le problème de l'indépendance, la France vient d'être obligée d'octroyer la "loi cadre".

L'impérialisme Yankee s'appête à prendre la relève des impérialismes traditionnels. Le rapport Nixon est éloquent : "La crise coloniale occidentale est à la fois une gageure et une chance d'étendre l'influence directe des U.S.A. Les puissances européennes en Afrique, y compris la France et la Grande Bretagne, portent les stigmates irrévocables de leur passé colonial. Les U.S.A. n'ont pas de passé de ce genre en Afrique. Je considère nécessaire de souligner que dorénavant les U.S.A. devraient faire progresser le renforcement de leur position en Afrique. Avec ce but en vue, ils devraient se mettre à augmenter leurs missions diplomatiques en Afrique, à y envoyer leurs experts politiques et économiques les plus avertis, à créer de nouveaux centres d'information et d'éducation, et à encourager le déversement dans le pays d'un flot considérable de capitaux privés. Les futurs intérêts des U.S.A. en Afrique sont si vastes qu'ils nous donnent le droit de ne pas hésiter même à aider le départ des puissances coloniales en Afrique. Si par cette action, nous parvenons à gagner l'opinion indigène, l'avenir des U.S.A., en Afrique, est assuré."

Les investissements US privés et publics ne cessent de s'accroître ; en

1960, les USA profitent du départ des Belges du Congo pour s'y installer...

En ce qui concerne l'URSS, nous possédons peu de chiffres, mais nous savons qu'elle exporte des capitaux dans un grand nombre de pays africains (en particulier au Ghana...), qu'elle a participé au putsh du Soudan en 71, qu'au Nigéria, elle est intervenue aux côtés de la Grande Bretagne, et qu'en Egypte elle maintient un armement très puissant...

L'unité Européenne.

Face à la montée des luttes et face à cette concurrence, les impérialistes Européens ont décidé d'une politique d'investissements communs et d'autre part du développement d'échanges commerciaux réciproques entre les états de la Communauté Européenne et les pays des territoires d'outremer. C'est ce qu'entérine la Convention de Yaoundé en 1963 :

1 mise en œuvre progressive de zone de libre échange entre la

Communauté et chacun des pays ou territoires associés : 18 Etats africains et malgache principalement sous domination française.

2 mise en place d'un tarif extérieur commun qui empêche les impérialismes non européens de pénétrer dans cette zone.

3 création d'un Fonds Européen de Développement et prêts de la Banque Européenne d'Investissements (en augmentation).

4 mise en place d'institutions paritaires, conseils et parlements.

Toutes ces mesures renforcent l'exploitation des peuples. En effet, qu'est-ce que l'aide aux pays "sous-développés", que ce soit sous forme de capitaux d'Etat, privés, ou du FED, sinon l'exportation de capitaux qui profitent énormément et uniquement aux exportateurs, et l'importation de main-d'œuvre ? Qu'est-ce que le libre échange, sinon la possibilité pour les impérialistes de trouver des débouchés à prix avantageux pour leurs produits manufacturés et d'ache-

ter à bas prix les matières premières des pays dominés ? Qu'est-ce que ces organismes paritaires sinon de nouveaux organismes fantoches, une nouvelle tromperie envers les peuples ?

Mais le principe de "chacun pour soi" demeure.

En effet, à l'intérieur de la C.E.E. (Communauté Européenne économique), les contradictions ne sont pas effacées et chaque état essaie de tirer profit au maximum des avantages fournis par la C.E.E. :

La France qui était le seul partenaire de la plupart des Etats africains, monnaie sur monopole militaire et politique : Pour garder son influence politique, n'étant pas assez forte au point de vue économique en face des 2 Supers Grands elle laisse pénétrer des capitaux de la C.E.E. dans sa zone d'influence. Notamment, la République Fédérale Allemande consent à l'Afrique, entre 64 et 67 des prêts qui ne cessent de croître (multiplication par 5 en 4 ans), alors que ceux qu'elle consent à l'Amérique latine et à l'Asie décroissent.

Malgré tout, les impérialistes français essaient de défendre leurs privilèges. Ils cherchent à intensifier leurs investissements et à maintenir leur contrôle en s'arrogeant la majorité dans les diverses sociétés. Par ailleurs, les entreprises françaises profitent de leur présence sur les lieux pour se faire confier les grands travaux financés par l'ensemble des pays de la C.E.E., et donc tirer des profits à partir des capitaux des autres impérialistes, ce qui bien sûr ne manquera pas d'aggraver les contradictions entre eux.

D'autre part, la R.F.A. cherche à assurer ses positions, et en particulier à s'implanter politiquement. En 69 un journal allemand écrit : "on ne saurait exercer d'influence sur le continent noir sans prendre part à la formation militaire des jeunes armées nationales. De ce fait, une politique militaire adéquate est aussi indispensable que la pénétration économique". La R.F.A. s'emploie à la formation des cadres de l'armée dans plusieurs pays, en particulier à Madagascar... où ses liens avec un clan de la bourgeoisie sont bien connus.

Tel est le mécanisme : s'unir pour mieux exploiter. Mais cette unité entraîne aussitôt des luttes d'influence : chacun essayant de tirer à soi les profits de l'union.

C'est dans ce contexte que la Grande Bretagne va rentrer dans la C.E.E.

La décadence de l'empire Britannique l'amène à se tourner vers la C.E.E.

L'empire Britannique, le plus grand empire du monde au 19^e siècle avec d'immenses possessions dans tous les continents, a vu ses positions peu à peu se réduire.

La seconde guerre mondiale marque un tournant : dans tous les pays coloniaux, les peuples entrent en lutte et réclament leur indépendance.

— en 47, la G.B. est obligée de reconnaître dans ses colonies, comme chef de gouvernement autonome des nationalistes, détenus peu de temps auparavant dans les prisons pour activité "subversive".

— en 47 elle est obligée de quitter l'Inde et le Pakistan (pour laisser d'ailleurs la place aux Américains).

— en 56, c'est la nationalisation de Suez ; l'intervention militaire franco-anglaise est obligée de reculer.

— de 57 à 68, toutes les colonies obtiennent leur indépendance. Mais les conventions d'indépendance comportent de solides garanties pour les intérêts anglais, sous la forme d'accords économiques et militaires.

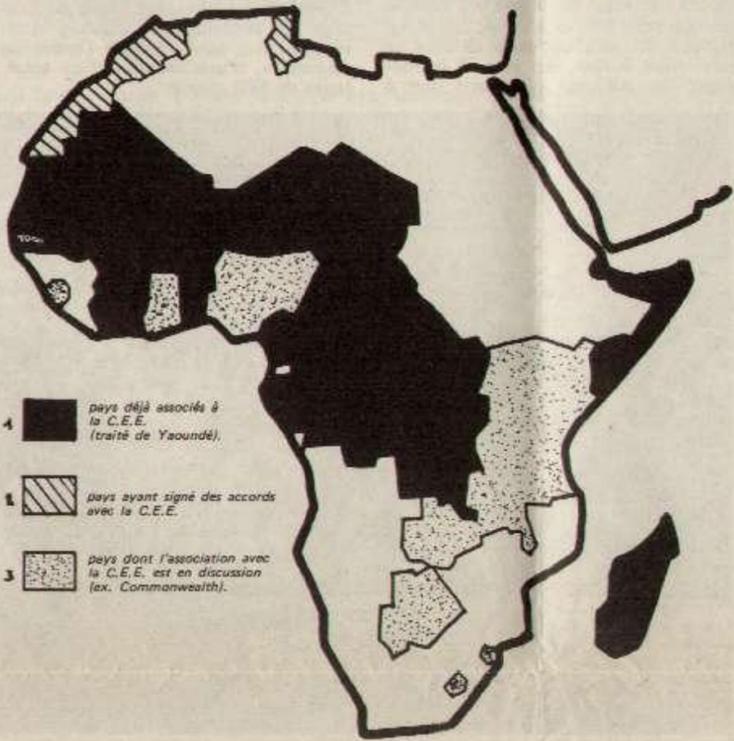
La G.B. a perdu une grande partie de ses colonies. Elle ne peut plus garder le leadership dans certains pays qui étaient sous son influence, comme le Ghana (influence des socio-impérialistes pendant quelque temps), le Nigéria (intérêts américains, français, soviétiques), l'Afrique du sud (intérêts US et français) ; la part du Commonwealth dans son commerce a baissé de moitié de 38 à 66 ; la G.B. se débat au milieu de graves difficultés commerciales, financières et économiques.

Face à cela, elle voit l'expansion de la C.E.E. ; elle fait avec elle 1/3 de son commerce. En y participant, elle espère que ses ventes à l'étranger ainsi que son expansion seront stimulées. Pour cela, elle est même prête à perdre certains avantages. Son entrée à la C.E.E. permettra d'autre part d'asseoir plus confortablement sa domination en Afrique. Elle pourra lutter plus facilement contre les impérialismes US et soviétiques qui la grignotent.

En effet, les pays sous son influence sont en train d'être "associés" à la C.E.E. par une convention du même genre que celle de Yaoundé.

Ainsi, les impérialistes français, anglais, allemands, face aux autres impérialistes se constituent une véritable chasse gardée en monopolisant une grande partie de l'Afrique.

Mais le partage du gâteau ne pourra donner lieu qu'à des disputes qui affaibliront chaque impérialisme, et surtout l'exploitation accrue des peuples d'Afrique ne pourra qu'aggraver leur misère, donc leur haine, leur désir de véritable indépendance, et leurs luttes qui aboutiront à leur libération.



intensifier la guerre le fondement de la doctrine nixon en indochine

LA DESESCALADE, UNE SUPERCHERIE

En novembre 68, au moment où il arrivait à la Maison Blanche, Nixon avait promis de mettre un terme à la guerre du Vietnam dans les 6 mois. Il y aura bientôt 4 ans de cela, et en réalité, Nixon n'a fait qu'intensifier la guerre.

La désescalade n'est qu'une histoire montée de toutes pièces pour rassurer le peuple américain et désamorcer son mécontentement. En effet, après les cuisants échecs subis par l'armée US au printemps 68, des couches de plus en plus larges du peuple américain se sont opposées à la guerre du Vietnam, ils en avaient assez de voir les jeunes américains mourir au Vietnam, et de payer le prix de la guerre, qui commençait à peser lourdement sur le budget US. Cette opposition n'a fait que croître avec la dernière crise financière et économique de l'impérialisme US, dont une des causes est du reste le coût de la guerre du Vietnam.

Réduire les pertes américaines, en vies humaines... et en dollars, tel était l'objectif de la "nouvelle doctrine Nixon", de la "vietnamisation". Il s'agissait de réduire progressivement les troupes américaines engagées en Indochine et de faire supporter tout le poids de la guerre à des troupes fantoches indochinoises appuyées par l'aviation et la marine US.

En réalité, pendant que Nixon clament le retrait des troupes terrestres US, il gardait secrète l'intensification de la guerre. Effectivement aujourd'hui, il ne reste plus qu'environ 100 000 soldats US en Indochine (près de 80 % des troupes qui y étaient en 68 sont rentrées aux U.S.A.). Mais pendant ce temps, les armées fantoches de Saïgon, de Vientiane ou de Phnom-Penh ont considérablement augmenté soit en enrôlant de force, soit en achetant des mercenaires. Si bien que le nombre de soldats opposés aux forces populaires

n'a pratiquement pas changé. (de l'ordre de 1,5 million d'hommes). Pendant ce temps, les agresseurs américains ont étendu la guerre à toute l'Indochine, au Laos puis au Cambodge. Pendant ce temps, Nixon a maintenu les bombardements sur toute l'Indochine, y compris la R.D.V.N. ; pendant ces trois années de présidence, Nixon a fait déverser sur l'Indochine 6.963.000 tonnes de bombes et de munitions, soit plus que Johnson en 4 années (6.488.000 tonnes) : un journaliste américain faisait remarquer qu'il était tombé sur le Vietnam "1 tonne de bombes à la minute pendant 3 ans".

Voilà ce que Nixon appelle un désengagement. Cette tactique a permis de dire aux américains qu'il y avait de moins en moins de GI's tués au Vietnam et que la part de la guerre dans le budget militaire diminuait, tout en intensifiant les combats. En réalité, ce sont des indochinois qui se font tuer pour des américains et si on tient compte des aides données aux fantoches sous différentes formes, le coût de la guerre s'est maintenu autour de 20 milliards de dollars par an.

ECHEC DE LA "VIETNAMISATION"

La foudroyante offensive des forces armées populaires de libération du sud Vietnam est en train de porter un coup fatal à la doctrine Nixon de "vietnamisation". Depuis 3 semaines, les FAPL poursuivent avec succès leur offensive d'annéantissement des troupes fantoches. (voir F.R. n° 21) Face à la débâcle dans les rangs de leurs "alliés", les impérialistes US se sont lancés dans une aventure sans issue, en intensifiant leurs forces d'appui. Celles-ci, déjà importantes fin mars (5 porte-avions, 500 bombardiers, 90 B 52 sans parler du matériel "livré" à l'armée fantoche) ont considérablement augmenté depuis le début de l'offensive : porte-avions, des-

troyers, bombardiers quittent en masse les Etats-Unis pour le golfe du Tonkin, ou les bases de Thaïlande et de Da-Nang. Il y a gros à parier que l'année 1972 sera une des plus lourdes pour le budget militaire américain. Il se produit exactement le contraire de ce qu'espérait Nixon : c'est l'échec de la doctrine Nixon.

Un échec d'autant plus cuisant que, malgré l'énorme puissance de feu, l'aviation et la marine US sont loin d'être toutes-puissantes. Elles ne peuvent intervenir n'importe quand, et l'approche de la saison humide les rendra de moins en moins efficaces : au cours de l'offensive, le mauvais temps a déjà plusieurs fois cloué au sol les avions US, ce qui a permis aux FAPL d'avancer plus rapidement. D'autre part, les bombardements aériens sont complètement inefficaces et très délicats dans des combats comme ceux qui se sont déroulés à Anloc où troupes fantoches et FAPL sont dans la même ville à peu de distance les uns des autres. Enfin, les navires et les avions américains sont loin d'être à l'abri des coups des forces populaires. Déjà en janvier, les bases de B 52 en Thaïlande, avaient été attaquées par des patriotes thaïlandais et des appareils détruits. Depuis le début de l'offensive, de nombreux avions ; y compris des B 52 ont été abattus par la D.C.A. vietnamienne, et même des navires ont été sérieusement endommagés.

Depuis 1954, l'impérialisme US n'a su que s'enliser dans l'agression en Indochine. A chaque étape de l'intensification de la guerre, les peuples d'Indochine ont su trouver la riposte adéquate. Depuis 4 ans, ce sont eux qui ont l'initiative et, quelque soit le stratagème inventé par Nixon pour se sortir de l'impasse actuelle, ils sauront le déjouer.

Les peuples d'Indochine vaincront !

a bas le fantoche Duvalier bradeur d'Haïti

Contrairement aux élucubrations de la presse bourgeoise française, la mort du dictateur d'Haïti, "Papa Doc", remplacé par son fils, Jean-Claude Duvalier à la tête de la clique au pouvoir, n'a pas entraîné une quelconque libéralisation du régime. Haïti est bien toujours l'image même du néocolonialisme, poussé jusqu'à la caricature, appliqué sans aucun scrupule ni aucune contrainte.

Première règle d'or d'une clique fantoche : se maintenir au pouvoir par tous les moyens. Tous les moyens, c'est d'abord endormir le peuple haïtien par une propagande obscurantiste, des histoires de religion et de sorcellerie, de maintenir 93 % d'analphabètes. Et puis, quand ça ne suffit plus, une répression sanglante par les tristement célèbres "tonsons macoutes" (aujourd'hui remplacés par une nouvelle milice, les "Léopards"), des tortures, des prisonniers politiques... Deuxième règle d'or d'une clique fantoche : soutirer pour elle le maximum des miettes de l'exploitation par l'impérialisme des richesses nationales. Nul doute que la clique Duvalier soit passée maîtresse en la matière, quand on sait que la moitié du budget haïtien va dans ses poches et qu'elle a réussi à abandonner l'île de la Tortue, toute une portion du territoire national haïtien à une société américaine : la "Dupont Caribbean Incorporation..." et même à vendre aux laboratoires US du sang et des cadavres haïtiens (entre autres, ceux des prisonniers politiques).

En effet, derrière la clique Duvalier, il y a l'impérialisme US. Haïti est une néocolonie américaine depuis l'invasion de l'île en 1915 par les troupes américaines. Depuis, l'impérialisme US a soutenu à bout de bras tous les fantoches qui se sont succédés à Port-au-Prince. Beaucoup de faux bruits ont circulé sur les réticences des USA à continuer à soutenir un Duvalier beaucoup trop déconsidéré à Haïti comme à l'étranger. En réalité, l'impérialisme US, de peur de perdre Haïti comme il a perdu Cuba, n'a jamais cessé de soutenir Duvalier ni d'entraîner ses troupes de répression.

Mais depuis quelques temps, d'autres sont sur les rangs, le Canada, l'Allemagne, l'Italie, le Japon et Israël et en particulier l'impérialisme français. C'est le sens des nombreuses visites d'hommes d'affaires français à Port-au-Prince, et de la tournée en Europe d'une délégation gouvernementale haïtienne, actuellement à Paris. Pour l'impérialisme français, Haïti est une plaque tournante dans la mer des Antilles, à peu de distance de ses colonies de Guadeloupe et de Martinique, mais aussi des USA et de l'Amérique Latine : tel est l'enjeu de la lutte d'influence que se livrent les impérialismes français et US dans cette région.

L'impérialisme français a déjà posé de solides jalons à Haïti. C'est en particulier une société française la "Ciment d'Haïti S.A." qui y a le monopole du ciment, donc de la construction. Or, le tourisme est une grosse source de profits pour l'industrie du bâtiment, et on assiste actuellement à des tractations entre le gouvernement Duvalier et le "Club Méditerranée" ; il serait même question de céder au club Méditerranée l'île de Gonave, une île grande comme la Martinique... (plus grande que celle des américains ! !) Sur le plan militaire, outre le mouillage fréquent de navires de guerre français dans la rade de Port-au-Prince, la France entraîne dans ses écoles militaires les officiers et sous-officiers de l'armée haïtienne, en particulier les "Léopards", les nouvelles troupes de répression.

Sachant que l'impérialisme français fait tout pour resserrer ses liens avec la clique Duvalier, on comprend pourquoi il s'est acharné l'année dernière contre Justin Castera patriote haïtien réfugié en France. Justin Castera était ouvrier à Strasbourg ; militant révolutionnaire, dans les rangs des marxistes-léninistes, il était de toutes les luttes. Mai 68, Burgos. Il a été expulsé en janvier 72 malgré une puissante mobilisation à Strasbourg.

A BAS LA CLIQUE FANTOCHE DUVALIER
A BAS LA COLLUSION FRANCO DUVALIERISTE !